

## **Myopie francophone**

### **Et si les francophones quittaient une lecture unilatérale ? Et s'ils essayaient de comprendre le problème du point de vue flamand ? Et s'ils arrêtaient de se camper dans la posture avantageuse de la victime ?**

Christian MAROY, Professeur de sociologie à l'UCL

Dans la crise politique actuelle, précipitée par le vote des partis flamands en faveur de la scission de l'arrondissement Bruxelles-Halle-Vilvorde, il est frappant de constater à quel point les questions "linguistiques", tendent presque à mettre en retrait les enjeux socio-économiques, qui continuent aussi à opposer flamands et francophones. Un autre trait frappant est la dramatisation croissante des enjeux, non seulement au niveau des médias, mais aussi de la population, surtout au sud du pays. Ne voit-on pas les blogs être pris d'assaut, les drapeaux belges envahir certains quartiers de Bruxelles ? La marche de dimanche dernier, essentiellement francophone, montre à quel point la situation politique devient sensible y compris pour les citoyens.

Cette montée des "passions" politiques n'est pas forcément bonne conseillère. Elle pourrait mener à une forme de cécité vis-à-vis de ce qui motive au fond les réactions flamandes. Pourquoi finalement, la Flandre, dominante sur le plan économique, politique, démographique, se sent-elle si "sensible" par rapport à cette question purement "symbolique" de mettre en concordance la frontière d'un arrondissement électoral avec la frontière linguistique ? Pourquoi vouloir, du côté flamand, remettre en question les droits des francophones qui avaient été octroyés en 1963, par le raboutage des "facilités" à la faveur de la circulaire Peeters ? Toutes ces réactions de la Flandre apparaissent aux francophones au mieux comme l'imposition de la "loi du plus fort", au pire comme l'expression d'un mouvement flamand qui flirte avec l'extrême droite. Et de nombreux Belges de brandir un drapeau belge, qui en appelle à la loyauté fédérale, au rappel du caractère belge du royaume à une communauté flamande, perçue comme voulant la séparation.

Certes, les positions extrêmes sont loin d'être négligeables en Flandre et il est indéniable que le mouvement flamand a été lié à l'extrême droite, au moins pour certains de ses militants. Mais ces dénonciations peuvent-elles se substituer à une analyse ? Comment rendre compte du caractère hautement symbolique de BHV pour tous les partis flamands et leur "intransigeance" sur ces questions de "frontière" ? Sur ce plan, peut-être faut-il acter que la population flamande attend toujours une forme de reconnaissance de la part des francophones. Une reconnaissance du fait flamand, de l'égale valeur de leur langue par rapport au français. Cette demande trouve évidemment son origine dans l'histoire et la longue domination culturelle et linguistique de la Flandre par les francophones et l'Etat belge. Un fait qui semble bien connu du côté sud du pays. Mais y prend-on bien conscience que cette reconnaissance culturelle n'est pas encore satisfaite, car la situation de la périphérie de Bruxelles, agit en Flandre comme une sorte de piqure de rappel.

Car ne doit-on pas constater que, de facto sans que ce ne soit vraiment le résultat d'une volonté francophone, les accords politiques engrangés depuis 50 ans n'ont pas réussi à assurer une "sécurité linguistique" et culturelle aux Flamands, surtout dans les communes à facilités de la périphérie bruxelloise ? Et par extension, à tous les Flamands de Flandre, fussent-ils les plus modérés ?

Le tracé de la frontière linguistique en 63, l'octroi des facilités au même moment devait, pour

les Flamands, permettre de garantir que la Flandre ne serait plus réprimée dans l'exercice de ses droits à parler flamand "chez eux", derrière le rempart d'une quasi-frontière d'Etat. Or, les facilités se sont objectivement retournées contre eux. Leur effort de se prémunir contre une forme de "supériorité linguistique" des francophones n'a pas résisté au mouvement rampant d'extension de la ville et les "facilités" ont permis aux francophones de continuer à habiter ces communes comme s'ils étaient à Bruxelles. Les partis flamands ont alors essayé de "rogner" les facilités à la faveur de la circulaire Peeters, de rendre la vie des francophones plus difficile et maintenant, ils profitent de la nécessité de devoir revoir BHV pour tenter d'y réduire la capacité des francophones de voter à Bruxelles pour des partis francophones et ainsi tenter de protéger leur identité culturelle et linguistique.

Une telle position, "extrême" aux yeux des francophones, n'est-elle pas seulement l'expression du fait que, autour de Bruxelles, les lois existantes ne parviennent effectivement pas à contenir la diffusion des populations francophones (et anglophones) vers la Flandre, restimulant dès lors le sentiment de menace qu'ils éprouvent de voir leur langue et leur culture, sinon minorisée à l'échelle de la Belgique, du moins mal reconnue sur le plan local ? Bref, les Flamands sont ici loin de se sentir "vainqueurs" et les plus "forts". Au contraire, ils ont l'impression d'être objectivement joués par la combinaison des mouvements démographiques et les dispositifs légaux actuels. Les francophones qui revendiquent l'extension de la région bruxelloise, ne peuvent que raviver ce sentiment de déni de l'identité flamande et une soif de revanche de la part de la partie néerlandophone.

Il est important de comprendre cette demande de reconnaissance flamande, quand il faudra à nouveau négocier avec eux. Et d'éviter de les considérer trop vite comme des anti-démocrates prompts à bafouer les droits politiques des francophones. En effet, on ne peut espérer pouvoir continuer à vivre dans un cadre fédéral avec la Flandre et les concitoyens flamands, qu'à la condition que les deux communautés y retrouvent leurs intérêts fondamentaux, non seulement sur le plan socio-économique mais aussi et sur le plan symbolique. Vouloir faire l'impasse sur ce point "sensible" risque non seulement de ne pas favoriser de possibilité d'accord, mais accentuera le radicalisme flamand sur le plan socio-économique. Dans la négociation d'ensemble qui s'annonce, il faut assurer la sécurité linguistique des Flamands de Bruxelles et de la périphérie, en même temps que les droits légitimes des francophones. Sans une solution à ce sentiment d'insécurité linguistique, et plus largement une reconnaissance profonde par les francophones de l'identité culturelle flamande, les revendications flamandes les plus extrêmes trouveront nombre d'oreilles en Flandre pour les entendre. Et l'apaisement et le respect mutuel - tant évoqués ces derniers jours par les élus francophones- ne pourront éclore.

La marche du 18 novembre, essentiellement francophone, montre à quel point la situation politique devient sensible y compris pour les citoyens.